



## Recueil de la jurisprudence

**Ordonnance de la Cour (troisième chambre) du 17 janvier 2013 – Del Prete / Armani et OHMI**

**(affaire C-261/12 P)**

«Pourvoi — Marque communautaire — Règlement (CE) n° 40/94 — Article 8, paragraphe 1, sous b) — Risque de confusion — Renommée — Signe figuratif ‘AJ AMICI JUNIOR’ — Opposition du titulaire de la marque nationale figurative antérieure AJ ARMANI JEANS et de la marque nationale verbale antérieure ARMANI JUNIOR»

1. *Pourvoi — Moyens — Appréciation erronée des faits et des éléments de preuve — Irrecevabilité — Contrôle par la Cour de l’appréciation des faits et des éléments de preuve — Exclusion sauf cas de dénaturation (Art. 256, § 1, al. 2, TFUE; statut de la Cour de justice, art. 58, al. 1) (cf. point 27)*
2. *Marque communautaire — Définition et acquisition de la marque communautaire — Motifs relatifs de refus — Opposition par le titulaire d’une marque antérieure identique ou similaire enregistrée pour des produits ou services identiques ou similaires — Risque de confusion avec la marque antérieure — Appréciation du risque de confusion — Critères [Règlement du Conseil n° 40/94, art. 8, § 1, b)] (cf. points 36-38)*

### Objet

Pourvoi formé contre l’arrêt du Tribunal (deuxième chambre) du 27 mars 2012, Armani/OHMI (T-420/10), par lequel ce dernier a annulé la décision de la deuxième chambre de recours de l’OHMI du 8 juillet 2010, relative à une procédure d’opposition entre Giorgio Armani SpA et M<sup>me</sup> Annunziata Del Prete (affaire R 1360/2009 2) – Risque de confusion – Violation de l’article 8, paragraphe 1, sous b), du règlement (CE) n° 40/94 du Conseil, du 20 décembre 1993, sur la marque communautaire (JO 1994, L 11, p. 1).

### Dispositif

- 1) Le pourvoi est rejeté.
- 2) M<sup>me</sup> Annunziata Del Prete est condamnée aux dépens.